



HAL
open science

Scolarité et appartenance ethnique au Nord Laos. La résilience des rapports inter-ethniques de pouvoir

Grégoire Schlemmer

► **To cite this version:**

Grégoire Schlemmer. Scolarité et appartenance ethnique au Nord Laos. La résilience des rapports inter-ethniques de pouvoir. *Péninsule : Etudes Interdisciplinaires sur l'Asie du Sud- Est Péninsulaire*, 2020, 80, pp.119-137. hal-03981736

HAL Id: hal-03981736

<https://hal.science/hal-03981736>

Submitted on 10 Feb 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

*Grégoire SCHLEMMER**

**SCOLARITÉ ET APPARTENANCE
ETHNIQUE AU NORD LAOS : *la résilience des
rapports inter-ethniques de pouvoir***

INTRODUCTION

Le mouvement communiste laotien, qui prit le pouvoir en 1975 pour le conserver jusqu'à nos jours, donna durant la guerre d'indépendance une grande importance aux minorités ethniques du pays. Retranché en 1954 dans les régions frontalières du Vietnam de Phongsaly et de Samneua, où ces minorités sont très nombreuses, le succès du Pathet Lao dépendait en effet du ralliement de ces populations à sa cause. Une politique en faveur des minorités fut impulsée dès 1974, dans un programme de politique nationale rédigé par le mouvement neutraliste. Alors que tous les postes politiques et administratifs d'importance étaient jusque-là aux mains des Lao, il y est stipulé que « les représentants des ethnies doivent jouer un rôle digne dans les organismes administratifs à tous les échelons »¹. De fait, la fin de la

* Anthropologue, chargé de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD), membre du Laboratoire URMIS.

¹ SOUVANNA PHOUMA (Prince) et SOUPHANOUVONG, (Prince), « Programme politique national. Programme d'édification de la paix, de l'indépendance, de la neutralité, de la démocratie, de l'unité et de la prospérité du Royaume Lao », *Péninsule*, n° 24/25, 1992, pp. 97-103. Le discours sur l'unité et l'égalité entre les ethnies a été propagé par le Vietminh dès les années 1940 (PHOLSENA, Vatthana, « The early years of the Lao Revolution (1945-49). Between history, myth and experience », *South East Asia Research*, 2006, vol. 14 n° 3, pp. 403-430).

mainmise des membres de l'ethnie lao dans l'accèsion aux fonctions administratives et politiques est l'une des transformations majeures qui se sont opérées durant la période révolutionnaire. Ainsi, pour prendre en exemple la région qui va nous concerner, avant les années 1950, tous les chefs de la province pluriethnique de Phongsaly sont de l'ethnie lao, pourtant très peu présente dans la province. Après le contrôle de la province par les communistes, il n'y en aura plus aucun : entre 1962 et 2018, on comptera quatre Tai Lue, un Akha, un Khmu et trois Phounoy². Aujourd'hui, l'appartenance ethnique comme critère d'accèsion aux postes administratifs et politiques paraît donc bel et bien dépassée.

Les données montrent néanmoins que des différences importantes d'accès au fonctionnariat persistent encore entre groupes ethniques. Il en va de même pour l'accès à, et la durée de, la scolarité, cheminement nécessaire pour l'obtention de tout poste administratif et politique. Ces différences importantes existent entre la population dominante des Lao et les minorités ethniques, mais aussi entre lesdits groupes minoritaires eux-mêmes³. Comment doit-on alors comprendre la persistance de ces différences ? Peut-on tenter de les expliquer sans faire appel à une spécificité sociale, une contrainte culturelle ou par une quelconque nature ou psychologie qui caractériserait de manière essentialiste ces groupes, telle qu'elle était mobilisée par certains auteurs coloniaux ou, informellement, par certains

² En 2005, les Tai Lue représentaient 9%, les Akha 20%, les Khmu 25%, les Phounoy 20% et les Lao 4% de la population de la province de Phongsaly, sur un total d'environ 170 000 habitants. Pour une présentation du contexte ethnographique, historique et politique de cette province, voir SCHLEMMER, Grégoire, « Élités locales et appartenance ethnique au Nord Laos. Enseignement scolaire, guerre et fonctionnaire du parti révolutionnaire », *Péninsule*, n° 79, 2019 (1), pp. 53-76. Le présent article peut se lire comme une continuité de ce dernier.

³ Les différentes études sur l'éducation au Laos ont tendance à ne prendre en compte que la différence entre Lao et non Lao, considérant les groupes minoritaires comme un tout ; au mieux, les populations sont distinguées selon les très larges — et assez artificielles — catégories ethnolinguistiques ou ethno-spatiales (UNESCO, *Gender and Ethnicity in the Context of Equality and Access in Lao Education*, Bangkok, UNESCO, 2003, 63 p. ; KANSTRUP-JENSEN, Annette, *Development Theory and the Ethnicity Question, The Cases of the Lao People's Democratic Republic and Thailand*, Aalborg University, SPIRIT & Department of History, International and Social Studies, 2007, 248 p. ; COLEMAN, Matthew, *Educational Disparities of Ethnic Minorities in Lao PDR with Comparative Cases from Vietnam, Cambodia, and Thailand*, Lund University, Master thesis, 2012, 55 p.). Seuls Richard Noonam (NOONAM, R., *Ethnicity and Participation in Primary Educations: Some Statistical Results from the 2005 Census. History of Education in Laos Working Paper Series*, 2005, n° 2, 10 p.) et, dans une moindre mesure, Manynooch Faming (FAMING, M., *National Integration: education for ethnic minorities of the Lao People's Democratic Republic*, University of Hong-Kong, Thesis, 2008, 299 p.) relèvent, même s'ils ne l'analysent pas, les importantes différences éducatives entre groupes minoritaires.

membres de l'administration laotienne ? Peut-on par ailleurs se contenter de ne mobiliser qu'un seul facteur explicatif pour tenter de saisir ce phénomène complexe ?

À l'aide d'une analyse quantitative, menée à l'aide de statistiques locales et des données du recensement, et qualitative, basée sur une série d'interviews et de recueils d'histoire de vie, l'objet de cet article est ainsi de documenter et de comprendre les raisons de la persistance d'un accès différentiel à l'éducation et à la fonction publique selon les groupes ethniques en examinant successivement plusieurs facteurs. Dans un précédent travail⁴, nous avons mis en avant l'effet d'entraînement des gens recrutés aux origines du mouvement communiste sur le développement de la scolarité et de l'accès au fonctionnariat de leur communauté d'appartenance. Dans cet article nous voudrions reconsidérer les faits en allant au-delà de cette explication première. On commencera par illustrer ce phénomène avec un cas emblématique, tout en en soulignant les limites explicatives (I). Ce facteur ne suffisant pas à lui seul à expliquer les choses, il convient d'avoir recours à d'autres variables comme l'éloignement géographique et la différence linguistique, qui sont les facteurs classiquement mobilisés dans les études sur l'éducation au Laos (II). Mais nous allons voir que ces facteurs sont eux aussi insuffisants pour rendre compte du phénomène. Il nous faudra finalement faire appel à des dynamiques plus profondes, ce qui nécessitera d'opérer quelques retours dans le passé (III).

I. L'IMPACT COLLECTIF DE DESTINS SINGULIERS

Commençons par fournir un premier élément d'explication simple pour rendre compte des différences ethniques dans l'investissement scolaire et bureaucratique au Laos : les contingences de l'histoire. Elles seules semblent pouvoir expliquer que certaines personnes recrutées puis scolarisées par les communistes Issara eurent la possibilité de devenir fonctionnaires pour le nouveau régime, et sortir ainsi du lot de la masse des paysans. Prenons l'exemple des Akha Oma, une communauté d'environ 2 000 personnes réparties en sept villages de la province de Phongsaly que rien, jusqu'à l'arrivée des Issara en 1954, ne distinguait des autres. Un village Oma fut alors transformé en une sorte de capitale de district : quelques fonctionnaires vinrent s'y installer, y fondèrent notamment une école, et convertirent quelques villageois à leur cause. Après le coup d'État de la droite en 1959, ceux qui avaient commencé à collaborer avec les Issara durent suivre ces

⁴ SCHLEMMER, G., *loc. cit.*

derniers dans leur fuite, et se trouvèrent pleinement enrôlés dans ce mouvement. C'est ainsi que le jeune Asang Laoly, qui suivit son grand-père dans cette fuite, eut l'opportunité de gravir progressivement les échelons de l'administration et du parti, jusqu'à devenir Vice-Premier ministre du Laos⁵. Sa position eut des répercussions sur l'ensemble de la communauté Oma.

Les Akha vivent généralement dans des villages isolés, en communauté fermée (il n'y a quasiment pas de mariage interethnique, ni même d'intermariages entre la vingtaine de groupes qui composent cet ensemble Akha), et ne parlent que peu ou pas le lao. Les taux de scolarisation, d'alphabétisme et d'accession au fonctionnariat y sont très faibles. Les Oma, par contraste, forment le seul groupe Akha qui compte à la fois de nombreuses personnes ayant suivi les six classes du secondaire, un nombre élevé de fonctionnaires dans ses rangs (une vingtaine, certains au niveau provincial), plusieurs mariages interethniques, un niveau d'éducation relativement élevé, et une importante communauté urbaine, tant dans les capitales de district que dans celle de la province, qui compte plus d'une centaine d'Oma et – le fait est suffisamment rare pour être noté – presque autant à Vientiane, la capitale du pays.

Ce cas laisse penser que la capacité des membres d'un groupe à intégrer le fonctionnariat est le résultat d'une heureuse conjonction de circonstances : la rencontre, durant les débuts du mouvement révolutionnaire, entre une demande – celle de cadres à former – et une offre – un individu qui saura répondre aux attentes et posséder les qualités requises pour gravir les échelons du parti et de l'administration – qui fait ensuite boule de neige. Car la possibilité de s'appuyer sur un réseau est devenue progressivement un élément très important. D'abord parce que côtoyer des fonctionnaires développe, ne serait-ce que par effet mimétique, des vocations. Ensuite parce que la poursuite d'études sera facilitée par le fait de pouvoir être hébergé par un parent fonctionnaire dans une ville où se trouve un collège, un lycée ou une université⁶. Enfin parce que ce même réseau aide à obtenir un poste dans la fonction publique. Car au fur et à mesure que les postes sont devenus plus convoités, l'entregent est devenu nécessaire : le soutien de personnes assez haut placées est quasi-obligatoire pour obtenir une place.

⁵ Né en 1938, il fut membre du comité central dans les années 1980, ministre de l'Intérieur dans les années 1990 et Vice Premier ministre du Laos en 2008. N'ayant pu l'interroger, mes informations proviennent de membres de sa famille et de la communauté Oma de Phongsaly. Précisons pour la suite que les Oma font partis (avec les Nouheu, les Chepia, les Eupa, etc.) des Akha, un ensemble de groupes aux langues très proches, aux traditions voisines, mais qui ne se marient pas entre eux.

⁶ Sur ce point, voir BOUTÉ, Vanina, « Des gardiens des confins aux bâtisseurs des plaines : parcours d'une population tibéto-birmane du Nord Laos », *Moussons*, n° 8, 2005, pp. 35-60.



Fig. 1. Un chef de district à la retraite montre une photo de lui quand il était soldat isarra durant les années de guerre de libération. © G. Schlemmer

II. LA LANGUE ET L'ISOLEMENT

La prise en compte de destins singuliers – comme celui d'Asang Laoly – et leur impact sur leur communauté permettent de rendre compte des conditions d'émergence d'une petite élite scolarisée, parfois urbanisée, et ayant accès aux postes de fonctionnaire parmi des populations non lao. Néanmoins cela ne suffit pas à éclairer les écarts d'investissement dans l'éducation et le fonctionnariat entre groupes ethniques. Pourquoi, malgré les exceptions mentionnées, par rapport à la plupart des autres groupes de la région, les Akha obtiennent-ils parmi les plus mauvais taux d'alphabétisme (18% des plus de 6 ans en 2005, pour une moyenne provinciale de 45%), de scolarisation et d'accession au fonctionnariat (*cf.* le tableau 3) ?

Les deux principaux facteurs généralement pris en compte dans les études sur la scolarité – et donc *a fortiori* l'accès au fonctionnariat – des minorités ethniques au Laos sont l'éloignement géographique et la différence

linguistique⁷. L'isolement a un impact évident sur l'accès scolaire pour plusieurs raisons. Même dans les villages isolés qui ont donné des révolutionnaires importants, les écoles furent installées plus tardivement, et les cas d'absentéisme d'instituteurs qui rechignent encore aujourd'hui à s'y rendre sont fréquents. La scolarisation y est beaucoup plus courte, car une fois les 3 ou 5 niveaux du primaire assurés au sein de l'école du village, il faut se rendre dans une école ou un collège situés plus loin, ce qui est coûteux en temps et/ou en argent. Si l'école est accessible à pied, les enfants rentrent plus tard, et ont donc moins de temps à consacrer à leurs devoirs ainsi qu'aux travaux domestiques ; si elle est trop loin pour assurer les allers-retours, il faut financer la nourriture et l'hébergement de l'enfant (à moins de disposer d'un parent ou d'un ami pour l'héberger, ce qui nous ramène au facteur réseau), car l'isolement est généralement corrélé avec une plus grande pauvreté en termes de capital.



⁷ Voir pour le facteur distance : KING, Elisabeth ; WALL, Dominique van de, « Laos. Ethnolinguistic Diversity and Disadvantage », [in] Gillette HALL & Harry PATRINOS, *Indigenous Peoples, Poverty and Development*, Word Bank non published paper, 2010, pp. 224-273 ; pour le facteur langue, v. CINCOTTA, Angela, *Language Policy and Ethnic Minority Education in Lao PDR: Solidarity and Power*, paper presented to the 16th Biennial Conference of the Asian Studies Association of Australia in Wollongong 26 June-29 June 2006, 24 p. et FAMING, M., *op. cit.* ; pour les deux, v. THANT, Myo & VOKES, Richard, « Education in Laos: Process and challenges », [in] Mya THAN & Joseph L. TAN (eds.), *Laos' dilemmas and options. The challenge of Economic transition in the 1990s*, Singapour, Institute of Southeast Asian studies, 1997, pp. 154-195 et COLEMAN, M., *op. cit.*

Fig. 2. Une école dans un village hmong de la province, ou les conditions parfois difficiles de l'éducation dans les villages reculés. © G. Schlemmer

Néanmoins l'éloignement ne suffit pas à rendre compte des importants écarts d'investissement dans l'éducation et le fonctionnariat entre groupes ethniques. Si, comme on le verra, les populations les plus urbaines (Lao, Tai Lue, Phounoy) sont bien les plus éduquées, il reste à comprendre les différences importantes existant au sein d'une grande partie de la population (58%) vivant dans des villages sans accès routiers (Mun, Khmu, Hmong, etc).

Tableau 1. Habitat isolé, alphabétisme, éducation et fonctionnariat

	Population totale	Population de plus de 20 ans			Niveau d'étude des plus de 20 ans ayant été scolarisés		
		jamais scolarisés	Analphabètes	Fonctionnaires	primaire	collège	lycée
Village urbain	13	3	4	13	46	32	22
Village avec route	29	18	20	3	75	19	7
Village sans route	58	46	52	1	86	10	4

Source : recensement de 2005.

Le tableau se lit de la manière suivante : 13% de la population de la province de Phongsaly habitent un village urbain. Parmi les plus de 20 ans de ces habitants urbains, 3% n'ont jamais été scolarisés, 4% (souvent les mêmes) sont analphabètes. Parmi la population scolarisée, 46% ont atteint le niveau primaire, 32% le niveau collège, 22% le niveau lycée. 13% de ces plus de 20 ans habitant les villages urbains ont un poste de fonctionnaire.

La maîtrise de la langue lao (ou d'une autre langue tai, ces langues étant assez proches), qui est la seule langue d'instruction, influe aussi bien sûr sur la scolarisation : entendre un instituteur parler sa langue est autre chose que de recevoir une instruction dans une langue inconnue. Le contraste entre populations tai et non tai est significatif au niveau de l'apprentissage de l'écriture et de la lecture. Car au Laos, où n'existe pas d'enseignement en

langue minoritaire⁸, l'instruction signifie instruction *en lao*. Ainsi l'un des groupes officiellement les plus illettrés de la province est celui des Mun (plus connus sous les noms chinois de Lanten ou encore Yao) : le taux de scolarisation est de 5% en 2005, consécutivement, quasiment aucun fonctionnaire n'en est issu. Paradoxalement, il s'agit du groupe où l'écriture tient la place la plus importante : les livres y sont nombreux, fréquemment mobilisés pour les rituels, et sont lus par la plupart des hommes. Mais ce sont des livres écrits en caractère chinois et les Mun, isolés à l'extrême nord de la province le long de la frontière chinoise, ne maîtrisent guère le lao.

⁸ Le Laos n'a jamais vraiment connu de politique d'enseignement spécifique pour les groupes non lao. Il y eut, durant la période française, des « écoles de tribus » et des « écoles internat Laotheung » d'après PATHAMMAVONG, Somlith, « L'obligation scolaire au Laos », [in] Charles BILODEAU, Somlith PATHAMMAVONG, LÊ Quand Hông (éds.), *L'obligation scolaire au Cambodge, au Laos et au Viêt-Nam*, Paris, UNESCO, 1955, p. 92). Dans l'article de YANG, Dao, « L'éducation chez les Hmong du Laos », [in] Martin BARBER & Amphay DORÉ (eds.), *Sangkhom khady San*, Vientiane, Pakpasak, 1974, pp. 39-44, il est question de plusieurs écoles Hmong, dès les années 1940. Le lao, qui a remplacé le français dans les années 1950, est devenue la seule langue officielle d'enseignement depuis les années 1960 (THANT, M. & VOKES, R., *loc. cit.*), même si le gouvernement a exprimé le vœu (mais sans le financer) d'un enseignement bilingue dans les classes primaires, d'une retranscription et d'une diffusion écrite et radiophonique de certaines langues minoritaires telles que le Khmu ou le Hmong (CINCOTTA, A., *op. cit.*). Il existe quinze écoles ethniques provinciales et trois centrales, comprenant en 2005 6035 étudiants de niveau secondaire (NOONAM, R., *op. cit.*). L'école ethnique de Phongsaly en comprenait alors 90, mais ses portes sont ouvertes aux étudiants de toutes ethnies (lao compris) et l'enseignement s'y fait aussi en lao. La différence avec les autres écoles est que les étudiants y sont financièrement aidés (la conséquence est que son niveau serait de piètre qualité).



Fig. 3. « Analphabète » Mun lisant un livre écrit en chinois. Au Laos, alphabétisation signifie alphabétisation en lao. © L. Jeanneau

Le contraste entre populations lao-tai et non tai est ainsi important au niveau de l'alphabétisation ainsi que, quoique dans une moindre mesure, au niveau du taux de scolarisation. Par contre, les chiffres du tableau 2 ci-dessous révèlent aussi que chez les populations non-tai, les enfants, quand ils sont envoyés à l'école vont plus loin dans leur parcours scolaire. On y voit aussi que la différence entre le taux de fonctionnaires par population de langue lao-tai et celui des non lao-tai n'est pas non plus importante : moins d'enfants sont scolarisés, mais quand ils le sont, on fait en sorte qu'ils persévèrent et obtiennent un emploi de fonctionnaire. Ceci traduit peut-être l'idée que l'école y est moins vue comme une étape évidente d'apprentissage et de scolarisation que comme un moyen pour arriver à une fin : sortir de la condition paysanne (voir plus loin).

Tableau 2. Analphabétisme et scolarisation des groupes de langue tai et des autres

	analphabètes	non scolarisés	scolarisés			fonctionnaires
			primaire	collège	lycée	
Tai	41	18	71	18	11	5,5
Non-Tai	68	28	68	20	12	4,1

Source : recensement de 2005.

L'échantillon porte sur les habitants de Phongsaly de plus de 20 ans. Le tableau se lit de la manière suivante : parmi les populations de langue tai de plus de 20 ans, 41% sont analphabètes, 18% n'ont pas été scolarisés. Parmi les populations de langue tai de plus de 20 ans qui ont été scolarisées : 71% l'ont été jusqu'au niveau primaire, 18% secondaire, 11% lycée et 5,5% ont obtenu un poste de fonctionnaire.

III. LES VARIATIONS ETHNIQUES OU L'IMPACT DES ANCIENNES RELATIONS DE POUVOIR

Les critères que sont l'isolement et la langue sont certes pertinents mais ils ne suffisent pas à rendre compte des disparités d'investissement dans la scolarisation et le fonctionnariat entre ethnies. Partons de la liste des ethnies fournissant le plus de fonctionnaires dans la province de Phongsaly (la colonne 4 du tableau 3, ci-dessous) et proposons une lecture visant à essayer de rendre compte de cet ordre. On peut diviser les résultats en deux catégories : les groupes qui ont un taux inférieur à la moyenne et ceux qui ont un taux supérieur. Le peloton de tête comprend quatre groupes : Lao, Phounoy, Tai Lue et Khmu. Essayons de comprendre pourquoi.

On constate que les anciennes ethnies dominantes, Lao et Tai Lue, le sont toujours. Leurs membres héritent en effet encore de nombreux avantages, fruits de leur ancienne domination : leur langue qui fut imposée à la nation tout entière ; leurs villages de plaines furent les premiers à être accessibles par la route, et c'est dans ces villages que les chefs-lieux furent implantés ; ils ont reçu de leurs ascendants, qui étaient déjà les plus éduqués et qui contrôlaient l'essentiel des charges politiques, les ressources économiques liées au commerce et à la possession des rizières. Au vu de cela et de leur investissement dans la scolarisation (79% pour les Lao, 67% pour les Tai Lue), il peut même paraître surprenant qu'ils ne soient pas plus présents dans la fonction publique. On peut tenter de l'expliquer par plusieurs facteurs, liés aux stratégies économiques mises en place par les membres de ces deux ethnies.

Tableau 3. Degré d'intégration dans le fonctionnariat (à Phongsaly et hors Phongsaly) des adultes nés à Phongsaly par groupe ethnique.

Ethnie	Nombre d'individus de + 20 ans	% de fonctionnaires	% de la population ayant quitté Phongsaly
--------	--------------------------------	---------------------	---

		<i>total</i>	<i>à Phongsaly</i>	<i>hors Phongsaly</i>	
Lao	8542	14	9	16,4	67,4
Phounoy	17993	12,1	10,5	18,5	19,8
Tai Lue	8591	8,4	5,8	22	16
Khmu	22462	5,6	4,5	8,7	25,6
Tai Dam et Khao	4471	3,7	2,7	6,5	26,1
Hmong	2592	2,8	1	5,8	36,4
Tai Yang	1383	2,1	2	6,5	2,2
Ho	4563	2	1,6	3,1	27,7
Akha	19083	0,9	0,6	15,3	1,7
Mun (Yao)	2707	0,2	0,1	2,4	2,9
Total	96 344	6 096	3 294	2 802	21 030
%	96 %*	6,3	4,4	13,3	21,8

Les totaux ci-dessus sont réalisés sur l'ensemble des individus de plus de 20 ans habitant la province, sachant que les membres des ethnies **mentionnées** ici représentent 96 % de la population, car les groupes de faible effectif (Tai Neua, Sila, Phoutai, Bid) et la catégorie « autre » ont été omis. Le tableau se lit de la manière suivante : sur 8542 Lao de plus de 20 ans nés à Phongsaly, on compte 14% de fonctionnaires – 9% parmi ceux qui vivent encore à Phongsaly, et 16,4% parmi ceux qui n'y vivent plus, **étant donné que** 67,4% **d'entre eux** se sont installés dans une autre province du pays.

En plus du pouvoir politique, les Lao de la province contrôlaient le commerce fluvial. Piroguiers n'habitant que le long des cours d'eau navigables, ne possédant que très peu de rizières, ils vivaient du commerce réalisé avec les populations des montagnes dans des marchés réguliers se déroulant sur les berges des fleuves. Ils y obtenaient leur riz et des produits forestiers revendus ensuite vers Luang-Prabang. Ils quittèrent massivement la région (vers les plaines et les centres urbains des autres provinces du Nord) avec le changement de régime et la guerre qui fit périr ce commerce. Ceux qui étaient restés furent à nouveau nombreux à partir pour des endroits moins enclavés quand les restrictions sur la mobilité furent levées, dans les années 1990. Et si l'on prend aussi en compte les Lao nés à Phongsaly mais ayant quitté la province, cette ethnie reste celle où le fonctionariat est le plus

important (14%, alors que la moyenne générale est de 6,3%). Quant aux Tai Lue, ils étaient les propriétaires des principales zones rizicoles de la région, qu'ils ont continué à cultiver.

La riziculture et le commerce étaient des activités d'autant plus intéressantes que, jusqu'aux années 1990, le fonctionnariat était très mal payé⁹. Pendant longtemps, rentrer dans l'armée ou le Pathet lao était une aventure incertaine, comme l'était l'issue de la guerre, et économiquement peu rentable : Puong Tjaibong, professeur à Outay, né en 1953, nous racontait :

J'ai été 6 ans à l'école de Outay, jusqu'en 1972. Nous étions de nombreux étudiants Tai Lue. En 1973, je fus nommé professeur. Il le fallait, le gouvernement en avait besoin. Mais on était pauvre, il fallait marcher beaucoup, on avait peu de temps pour se reposer. Alors, beaucoup, comme moi, ont arrêté pour être à nouveau paysans. Maintenant, c'est bien d'être fonctionnaire. Mais jusqu'à la fin des années 1980, il n'y avait presque pas de salaire. On nous donnait surtout des biens : du riz, des médicaments, des ustensiles de cuisine, etc.

Mai No, un Tai Lue de Bountay, résume la chose de manière plus englobante et laconique : « Les Tai Lue sont bien où ils sont. On faisait des rizières, on ne voulait pas être fonctionnaires. Les Phounoy et autres, qui ne voulaient pas faire l'essartage, eux le voulaient ».

Phak Di, lui-même Phounoy, confirme : « Parmi les anciens Issara et les fonctionnaires, il y a beaucoup de Phounoy et de Khmu. Mais ce n'est pas une question d'ethnie, ce sont des gens pauvres. Ils ont rejoint les Issara pour travailler ». Ceci est confirmé par les chiffres : les Phounoy sont ceux qui comptent le plus de fonctionnaires dans leur rang ; le phénomène est moins important chez les Khmu, mais le nombre de fonctionnaires y reste supérieur à la moyenne provinciale. Les arguments avancés par Phak Di et Mai No font sens, mais ne se suffisent pas. Certes, Phounoy et Khmu pratiquent l'essartage et sont plus pauvres que les populations lao et tai, mais il en va de

⁹ Durant la période de la guerre jusqu'au moment d'ouverture à la libéralisation économique de 1986, les fonctionnaires n'étaient quasiment pas payés ; ils recevaient essentiellement des biens en nature. À la fin des années 1980, d'importantes réformes de l'administration entraînèrent une diminution de 25% des fonctionnaires la fin progressive des avantages en nature au profit d'une augmentation salariale (environ 25 \$ par mois vers 1980, pour 50 \$ vers 1990 et 80 \$ vers 2008, cf. CHAGNON, Rumpf & VAN GANSBERGHE, Binh, *Governance and participation in Laos*, Vientiane, Sida, 2003, 104 p. ; WORLD BANK, *Lao PDR. Civil Service Pay and Compensation Review: Attracting and Motivating Civil Servants*, LIEU, Report n°58018-LA, 2010, 107 p.).

même d'autres populations de la province : Hmong, Ho, Akha, etc. Qu'est-ce qui fait donc, par rapport à ces groupes, la singularité des Phounoy et des Khmu ? Ils partagent, à l'inverse des autres groupes non-tai, leur situation de proximité avec les Lao (pour les Khmu) et les Tai Lue (pour les Phounoy). Les Phounoy guerroyaient contre les Tai Lue, qui leur servaient aussi de modèle, et eurent une importante autonomie politique dès le XVIII^e siècle¹⁰. Quant aux Khmu, ils entretenaient des relations commerciales avec les Lao, qu'ils pourvoyaient pour l'essentiel de leur riz. En raison de ces relations avec les populations lao et tai lue, le bouddhisme est présent parmi ces deux populations (entièrement chez les Phounoy, plus marginalement chez les Khmu) – et ce faisant, une certaine familiarité à la lecture et à l'écriture que les garçons apprenaient en tant que novice au temple, longtemps le seul lieu dispensateur d'éducation formelle de la région. Par ailleurs, plusieurs de leurs membres avaient déjà connu des métiers salariés : de nombreux Phounoy avaient été recrutés comme militaires français et les Khmu avaient l'habitude de partir travailler dans les plantations de teck au Siam¹¹. Tout ceci fait qu'ils ont une meilleure connaissance des langues tai. Maîtrisant plus que les autres groupes les langues et codes des populations dominantes Lao et Tai Lue, qu'ils côtoyaient sans bénéficier des avantages économiques et politiques de ces derniers, ils devenaient des remplaçants idéaux pour occuper les fonctions administratives, à défaut des membres des ethnies dominantes.

Les autres groupes non tai sont, soit les petits groupes très fragmentés qui furent en situation de dépendance forte envers les Lao et les Tai (Kheu, Seng, Bit), soit des groupes peu connectés au monde lao et tai, dont ils parlent peu la langue (leur langue véhiculaire étant le chinois), et vivant dans des villages isolés des centres du pouvoir local, à savoir les Hmong, les Ho et surtout les Mun et les Akha¹². Cet éloignement linguistique, culturel et géographique fit

¹⁰ BOUTÉ, V., « Une double légitimation du pouvoir aux marches du royaume de Luang Prabang », *Péninsule*, n° 70, 2015 (1), pp. 77-99.

¹¹ Sur les migrations Khmu, voir EVRARD, Olivier, « Highlanders' mobility and colonial anxieties: A Political History of the Khmu migrants in Siam », [in] Oscar SALEMENCK (ed.), *Scholarship and Engagement in Mainland Southeast Asia*, Silkworm Books, Chiang Mai, 2016, pp. 33-64 ; sur la relation des Phounoy aux populations dominantes et à l'État, v. BOUTÉ, V., « Des gardiens [...] », *loc. cit.*

¹² Les ensembles Kheu (officiellement comptabilisé comme Akha) et Seng (officiellement comptabilisé comme Phounoy) sont composé de ce que l'on peut nommer des microgroupes : une demi-douzaine pour les premiers, une douzaine pour les seconds, pour des ensembles d'environ 3000 personnes. La très petite taille de ces groupes anciennement installés dans la région s'explique peut-être par la forte domination qu'ils ont subie de la part des chefs Tai et aussi par les conflits armés : les villages Kheu étaient attachés à des chefs Tai Lue, qu'ils devaient suivre dans leur migration, tandis que l'éclatement des Seng en de minuscules hameaux résulte d'une stratégie d'invisibilité durant les périodes troubles de la fin du XIX^e

que, à l'exception des Hmong en raison du rôle bien connu qu'ils jouèrent auprès des Américains durant la « guerre secrète » du Laos¹³, ces groupes restèrent plus que les autres en marge des luttes laotiennes. Les Akha pendant la guerre, raconte ainsi Tao Tjam, un Khmu,

n'allaient avec personne. Ils ne savaient pas dire 'un' en lao. On ne pouvait pas compter sur eux. Ils déplaçaient tout le temps leurs villages. Si les Issara arrivaient dans leurs villages, ils tuaient un cochon, et ils les laissaient manger, sans parler. Et ensuite si les ennemis venaient, alors ils tuaient un autre cochon, et les laissaient manger, toujours sans rien dire !

Isolement géographique, différence linguistique, ressources économiques, existence de réseaux, etc. : les facteurs qui influencent l'investissement dans l'éducation et l'accession au fonctionnariat sont donc multiples. Et ce qui forme le point commun entre ces différents facteurs est peut-être la situation géopolitique qu'ont connue ces groupes sur le long terme, et notamment le type de relations qu'ils ont pu entretenir avec les populations dominantes (inféodation, collaboration, autonomie, etc.). Même les critères apparemment objectifs tels que l'isolement et les différences linguistiques peuvent être compris comme des données géopolitiques. Le fait que les capitales de province et de district aient été établies aux lieux des anciens centres politiques habités par des populations tai¹⁴ n'est par exemple pas lié à un déterminisme géographique. L'absence de politique d'éducation plurilingue est un choix économique et politique, et la plus ou moins grande maîtrise de la langue lao (ou tai lue) est aussi liée à des facteurs historiques. Il paraît ainsi nécessaire de prendre en compte l'histoire des relations, notamment

siècle. Il n'est pas de statistiques officielles à leur sujet, mais les enquêtes de terrain révèlent leur très faible investissement dans l'éducation et le fonctionnariat. Parmi les groupes peu connectés à l'ensemble lao, ceux qui ont le plus investi dans l'éducation et le fonctionnariat sont les Hmong et les Ho, qui possèdent d'importants réseaux, parfois transnationaux (suite à l'exil des troupes s'étant battues du côté américain pour les Hmong, du fait que les Ho sont, pour faire simple, des descendants de Chinois, ce qui leur permet de nouer facilement des contacts avec ces derniers).

¹³ HAMILTON-MERRITT, Jane, *Tragic Mountains: The Hmong, the Americans, and the Secret Wars for Laos, 1942-1992*, Bloomington, Indiana University Press, 1993, 608 p., QUINCY, Keith, *Harvesting Pa Chay's Wheat: The Hmong and America's Secret War in Laos*, Washington, Eastern Washington University Press, 2000, 597 p.

¹⁴ Phongsaly, fut longtemps une exception : depuis qu'un village phounoy (auquel s'accola un village de commerçants ho) fut constitué par les Français en capitale de province en 1921 en raison de sa position centrale et de son air vivifiant, ce fut l'une des deux seules capitales provinciales non fondées par un groupe Tai du Laos. Les fortes pentes du sommet qu'elle occupe empêchant son extension, les autorités ont décidé en 2019 de transférer la capitale de province à Boun Neua, village tai lue, mettant fin à cette situation d'exception.

politique et économique, entretenue entre les différentes populations, d'une région et celle de population dominante, en l'occurrence les Lao ; la persistance de ces rapports de pouvoir a façonné les groupes et continue de les façonner jusqu'à aujourd'hui¹⁵.

CONCLUSION : VERS DE NOUVELLES FRICTIONS ETHNIQUES ?

Résumons le cœur de notre propos : l'articulation entre appartenance ethnique et accès à l'éducation – et par là-même l'accès au fonctionnariat, aux postes de responsabilité et de pouvoir. Dans un précédent article¹⁶, nous avons tenté de monter comment, durant et après la « guerre de libération » menée par les communistes, s'est opérée un renouvellement complet du corps de fonctionnaires et des positions de pouvoir à l'échelle d'une province. Ce renouvellement s'est notamment effectué par le dépassement des appartenances ethniques, entraîné par une idéologie, certes patriotique, mais aussi à tonalité internationaliste, puisque fondée sur l'idéal d'un nouveau type de société où l'appartenance culturelle compterait moins que les appartenances politique et sociale. Dans ce présent article, nous avons voulu montrer comment la réalité de l'accès à l'éducation et au fonctionnariat s'est toutefois articulée avec la composition ethnique de la province, façonnée sur le long terme par des relations géopolitiques en rapport avec les populations dominantes, ce qui entraîna *de facto* un accès inégal à ces postes selon l'appartenance ethnique. En guise de conclusion, évoquons une tendance récente qui laisse penser à une possible évolution de la situation.

La compétition accrue pour les postes de la fonction publique, dans un contexte où l'ethnie reste un mode d'identification important, a eu pour effet inattendu de faire émerger, si ce n'est des tensions, du moins l'expression de ressentiments, exprimés sur une base ethnique. Elles sont rares chez les dominants, comme les Lao, ou chez ceux qui ont particulièrement réussi, comme les Phouoy (et qui jouent la carte de l'assimilation à la population majoritaire lao), ainsi que chez les groupes très minoritaires (Bit, Seng, Lolo,

¹⁵ Une telle lecture permet de faire l'économie d'une explication faisant appel à l'idée trop vague de variables — voire de blocage — sociales, culturelles ou psychologiques propre aux ethnies en question (même si quelques éléments — tels que la structure clanique, les formes d'autorités ou les rapports de genre — peuvent jouer un rôle). Quant à la psychologie collective spontanément attribuée à ces groupes, tant localement que, par exemple, dans la littérature coloniale (quand les Tai Lue sont dits « fiers et belliqueux », les Khmu et Phouoy « soumis », les Hmong et Mun « indépendants », etc., cf. AYMÉ, Georges, *Monographie du V^e territoire militaire*, Hanoi, Imprimerie d'Extrême-Orient, 1930, p. 138), elle s'explique peut-être en partie par ces rapports de pouvoir entre groupes et les stratégies passées pour y faire face.

¹⁶ Cf. *supra*, note 4.

etc.), comme si ces derniers étaient trop marginaux pour songer à une meilleure représentation, ne serait-ce qu'à l'échelle d'un district. Ainsi, tel Akha mentionnait la faible représentation des membres de son groupe dans le fonctionnariat, tout en semblant accepter cet état de fait, arguant qu'ils habitaient ce qu'il considérait être « le pays des Lao », impliquant implicitement qu'il était donc normal que ce soit des Lao qui monopolisent l'essentiel des fonctions politiques. De fait, dans un autre village Akha, j'ai pu rencontrer le rare exemple d'une fille qui fit de suffisamment longues études pour réussir la formation d'enseignante. Mais, faute de moyens (elle ne pouvait payer le pot-de-vin de 300 \$ pour obtenir sa titularisation car elle n'avait aucune relation), elle restait désœuvrée au village, personne ne voulant épouser une fille qui avait quitté trop longtemps son village et ne savait plus s'occuper des travaux des champs. Tel Khmu se lamentait en revanche avec véhémence de la faible représentation des membres de son ethnie au niveau national alors que, me disait-il, ils formaient la population la plus ancienne de la région, et qu'ils avaient payé le prix fort à la construction nationale en participant massivement à la guerre de libération, contrairement aux Lao. Ces mécontentements semblent se diriger de manière plus générale, contre l'État, perçu par beaucoup comme étant pour l'essentiel aux mains de l'ethnie lao¹⁷. Le ressentiment peut aussi se porter sur les Tai Lue, population dominante dans plusieurs districts de la province de Phongsaly. Tel Ho du district de Nyot U se plaignait de la mainmise des Tai Lue sur l'administration locale, ce qui rendait difficile l'obtention pour les membres de sa communauté de postes de responsabilité. J'ai aussi pu noter l'expression d'un certain mécontentement, au sein de la capitale provinciale, de certains membres de l'ethnie Khmu (investissant particulièrement dans l'armée), envers ce qu'ils considéraient être une « domination phounoy » dans tous les autres secteurs de l'administration.

On note donc une certaine rancœur de membres issus de groupes minoritaires, et notamment de ceux qui n'arrivent pas à trouver de poste ou à progresser dans la hiérarchie administrative tout en ayant obtenu le niveau scolaire requis. Et même si, concrètement, ce sont avant tout des réseaux de

¹⁷ De fait, si à Phongsaly, où la présence des populations Lao et Tai est faible, le fonctionnariat a été largement investi par d'autres groupes, cela n'est pas le cas au niveau national. Je n'ai pas les chiffres par ethnie, mais 88% des fonctionnaires étaient issus des ethnies de l'ensemble linguistique lao-tai (qui représente 60% de la population), 6% de l'ensemble Austro-Asiatique (36% de la population) et 6% des hmong-yao et sino-tibétains (14 % de la population) – en 2003/2005 (UNITED NATIONS, *Lao People's Democratic Republic. Public Administration Country Profile*, Division for Public Administration and Development Management (DPADM), Department of Economic and Social Affairs (DESA), 2005, 20 p.).

petites tailles (parents, amis) qui ont tendance à s'entraider et à monopoliser les postes, cette rancœur s'exprime en terme ethnique. Il existe donc une lecture ethnique du politique parmi les populations minoritaires. Certes, elle peut aussi s'exprimer positivement : chaque communauté compte fièrement le nombre de ses membres occupant un poste au niveau des districts, des provinces ou du gouvernement central. Mais à penser ainsi en termes de groupe ethnique, c'est la réalité d'un État transcendant les divisions ethniques qui est implicitement rejetée.

Ironie du sort, le succès intégrateur (dépassement des ethnicités) et niveleur (diminution des inégalités entre groupes) qu'a entraîné l'accès théorique de tous au fonctionnariat semble maintenant être la première cause de possible expression d'une tension ethnique. L'avenir nous dira comment cette situation peut évoluer, alors que le pays passe progressivement depuis les années 1990 d'un patriotisme centré sur un territoire s'inscrivant dans l'idéal d'un internationalisme communiste, à un nationalisme de plus en plus fondé sur le peuple lao et ses symboles, tel que la royauté et le bouddhisme.



Fig. 4. Les vertus de l'éducation ou comment passer de paysan à fonctionnaire. Dessin pour un manuel scolaire de Phongsaly. Auteur inconnu © G. Schlemmer

BIBLIOGRAPHIE

- AYMÉ, Georges, *Monographie du V^e territoire militaire*, Hanoi, Imprimerie d'Extrême-Orient, 1930, 178 p.
- BOUTÉ, Vanina, « Des gardiens des confins aux bâtisseurs des plaines : parcours d'une population tibéto-birmane du Nord Laos », *Moussons*, n° 8, 2005, pp. 35-60.
- , « Une double légitimation du pouvoir aux marches du royaume de Luang Prabang », *Péninsule*, n° 70, 2015 (1), pp. 77-99.
- CHAGNON, Rumpf & VAN GANSBERGHE, Binh, *Governance and participation in Laos*, Vientiane, Sida, 2003, 104 p.
- CINCOTTA, Angela, *Language Policy and Ethnic Minority Education in Lao PDR: Solidarity and Power*, paper presented to the 16th Biennial Conference of the Asian Studies Association of Australia in Wollongong 26 June-29 June 2006, 24 p.
- COLEMAN, Matthew, *Educational Disparities of Ethnic Minorities in Lao PDR with Comparative Cases from Vietnam, Cambodia, and Thailand*, Lund University, Master thesis, 2012, 55 p.
- EVARD, Olivier, « Highlanders' mobility and colonial anxieties: A Political History of the Khmu migrants in Siam », [in] Oscar SALEMENCK (ed.), *Scholarship and Engagement in Mainland Southeast Asia*, Silkworm Books, Chiang Mai, 2016, pp. 33-64.
- FAMING, Manynooch, *National Integration: education for ethnic minorities of the Lao People's Democratic Republic*, University of Hong-Kong, Thesis, 2008, 299 p.
- HAMILTON-MERRITT, Jane, *Tragic Mountains: The Hmong, the Americans, and the Secret Wars for Laos, 1942-1992*, Bloomington, Indiana University Press, 1993, 608 p.
- KANSTRUP-JENSEN, Annette, *Development Theory and the Ethnicity Question. The Cases of the Lao People's Democratic Republic and Thailand*, Aalborg University, SPIRIT & Department of History, International and Social Studies, 2007, 248 p.
- KING, Elisabeth & WALL, Dominique van de, « Laos. Ethno-linguistic Diversity and Disadvantage », [in] Gillette HALL & Harry PATRINOS, *Indigenous Peoples, Poverty and Development*, World Bank non published paper, 2010, pp. 224-273.
- NOONAM, Richard, *Ethnicity and Participation in Primary Educations: Some Statistical Results from the 2005 Census. History of Education in Laos Working Paper Series*, 2005, n° 2, 10 p.

- PATHAMMAVONG, Somlith, « L'obligation scolaire au Laos », [in] Charles BILODEAU, Somlith PATHAMMAVONG, LÊ Quand Hông (éds.), *L'obligation scolaire au Cambodge, au Laos et au Viêt-Nam*, Paris, UNESCO, 1955, pp. 73-113.
- PHOLSENA, Vatthana, «The early years of the Lao Revolution (1945–49). Between history, myth and experience », *South East Asia Research*, 2006, vol. 14 n° 3, pp. 403–430.
- QUINCY, Keith, *Harvesting Pa Chay's Wheat: The Hmong and America's Secret War in Laos*, Washington, Eastern Washington U.P., 2000, 597 p.
- SCHLEMMER, Grégoire, « Élités locales et appartenance ethnique au Laos : enseignement scolaire, guerre et fonctionnaires du partie révolutionnaire, *Péninsule*, n° 79, 2019 (2), pp. 53-76.
- SOUVANNA PHOUMA (Prince) et SOUPHANOUVONG (Prince), « Programme politique national. Programme d'édification de la paix, de l'indépendance, de la neutralité, de la démocratie, de l'unité et de la prospérité du Royaume Lao », *Péninsule*, n° 24/25, 1992, pp. 97-103.
- THANT, Myo & VOKES, Richard, « Education in Laos: Process and challenges [in] MYA Than & Joseph L. TAN (eds.), *Laos' dilemmas and options. The challenge of Economic transition in the 1990s*, Singapour, Institute of Southeast Asian studies, 1997, pp. 154-195.
- UNESCO, *Gender and Ethnicity in the Context of Equality and Access in Lao Education*, Bangkok, UNESCO, 2003, 63 p.
- UNITED NATIONS, *Lao People's Democratic Republic. Public Administration Country Profile*, Division for Public Administration and Development Management (DPADM), Department of Economic and Social Affairs (DESA), 2005, 20 p.
- WORLD BANK, *Lao PDR. Civil Service Pay and Compensation Review: Attracting and Motivating Civil Servants*, Washington, Report n°58018-LA, 2010, 107 p.
- YANG, Dao, « L'éducation chez les Hmong du Laos », [in] Martin BARBER & Amphay DORÉ (eds.), *Sangkhom khady San*, Vientiane, Pakpasak, 1974, pp. 39-44.